



VAL-CENIS SOLLIÈRES

Plan Local d'Urbanisme de Sollières-Sardières

Construction d'un hangar sur le site de
l'aérodrome

Modification du PLU

V2



CROUZET URBANISME
19 Grande rue – 26 130 Saint Paul Trois Châteaux
Tél : 04 75 96 69 03 / e-mail : crouzet-urbanisme@orange.fr

SOMMAIRE

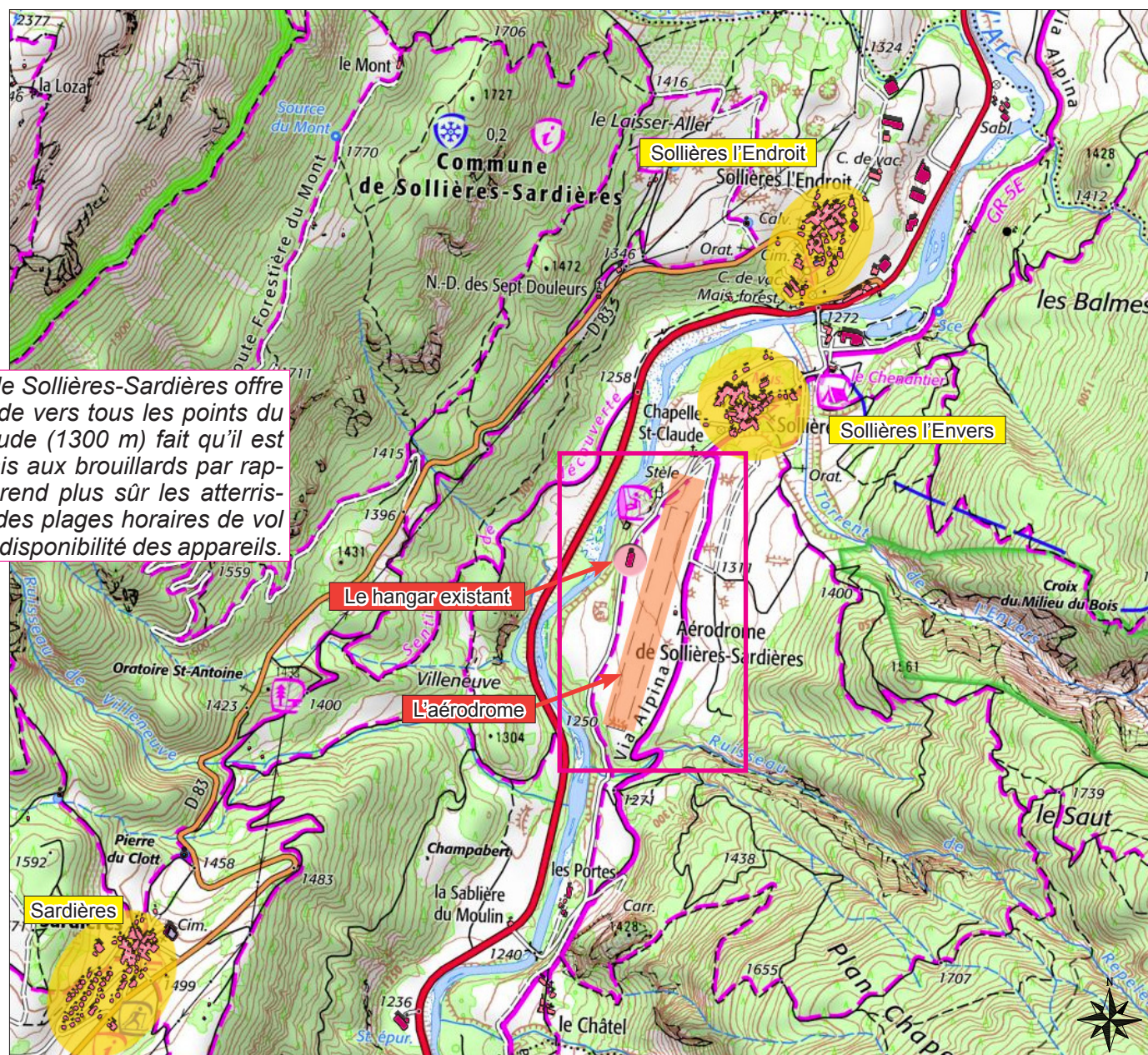
Objectifs de la modification et localisation de l'aérodrome	P1
Contexte juridique	P2
Exposé des motifs	P3
Description du secteur et des grands enjeux environnementaux et agricoles	P5
Les ZNIEFF	P5
Les zones Natura 2000	P6
L'Arc et sa ripisylve, les zones humides	P7
Conclusions sur les incidences du projet sur l'environnement et l'agriculture	P7
Traduction réglementaire	P8
Principes	P8
Modification du règlement graphique	P9
Modification du règlement écrit des zones A et N	P9

OBJECTIFS DE LA MODIFICATION ET LOCALISATION DE L'AÉRODROME

La modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) a pour objectif de permettre la construction d'un hangar sur le site de l'aérodrome de Sollières, dans le prolongement des installations existantes. Ce hangar permettra d'abriter des hélicoptères d'une entreprise spécialisée dans les travaux en montagne, comme le ravitaillement de refuges, ou des travaux de levage.

Sa construction s'inscrit dans une politique de renforcement des moyens aériens indispensables en haute montagne, dans l'objectif de participer à l'offre en services publics, à l'économie locale et notamment touristique.

La localisation de l'aérodrome de Sollières-Sardières offre une capacité de projection rapide vers tous les points du massif de Maurienne. Son altitude (1300 m) fait qu'il est beaucoup moins souvent soumis aux brouillards par rapport à la basse vallée, ce qui rend plus sûr les atterrissages et décollages et permet des plages horaires de vol plus étendues, une plus grande disponibilité des appareils.



CONTEXTE JURIDIQUE

Modification nécessaire du PLU

Pour pouvoir construire le hangar, la mise en œuvre d'une procédure de modification du PLU est nécessaire au regard de l'incompatibilité actuelle du document d'urbanisme, qui classe le terrain d'assiette du projet pour partie en zone naturelle (N) et pour partie en zone agricole (A), inconstructibles pour ce type d'occupation du sol. La modification du PLU définira donc un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL*) (pour partie en zone A et pour partie en zone N) dont le règlement sera adapté à la construction future et à son aire de fonctionnement.

** Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :*

1° Des constructions ;

[...]

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, [...] doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Conditions de mise en œuvre de la modification du PLU et procédure

La modification permet, au travers d'une procédure simple et moins coûteuse qu'une révision d'apporter des adaptations au P.L.U., sous réserve, en application de l'article L153-31 du code de l'urbanisme :

- _que les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ne soient pas changées,
- _qu'aucun espace boisé classé ni qu'aucune zone agricole ou zone naturelle et forestière ne soient réduits,
- _qu'aucune protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ne soit réduite,
- _qu'aucune évolution du PLU ne soit de nature à induire de graves risques de nuisance.

Les modifications des règlements écrits et graphiques, nécessaires à l'intégration de l'objectif poursuivi respectent les conditions déclinaées ci-dessus (la démonstration en est faite dans les chapitres suivants). Dès lors, la procédure de modification du PLU peut être engagée telle qu'elle est décrite aux articles L153-41 à L153-43 du code de l'urbanisme :

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;*
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;*
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.*

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

Les chapitres ci-après décrivent la modification et exposes ses motifs :

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'aérodrome de Sollières Sardières est à usage restreint¹. Il accueille l'aéro-club de Haute-Maurienne, qui occupe les hangars actuels, dont les activités sont orientées notamment vers la surveillance, la prise de vue, les vols de tourisme, les transferts depuis les aéroports...L'aérodrome joue ainsi un rôle économique notable. L'aérodrome est aussi utilisé pour des manœuvres et exercices militaires.

Le développement de l'activité sur l'aérodrome se heurte aujourd'hui à l'insuffisance des installations actuelles et notamment à l'absence de surface de hangar disponible pour permettre le stationnement d'hélicoptères à l'abri, ainsi que leur maintenance.

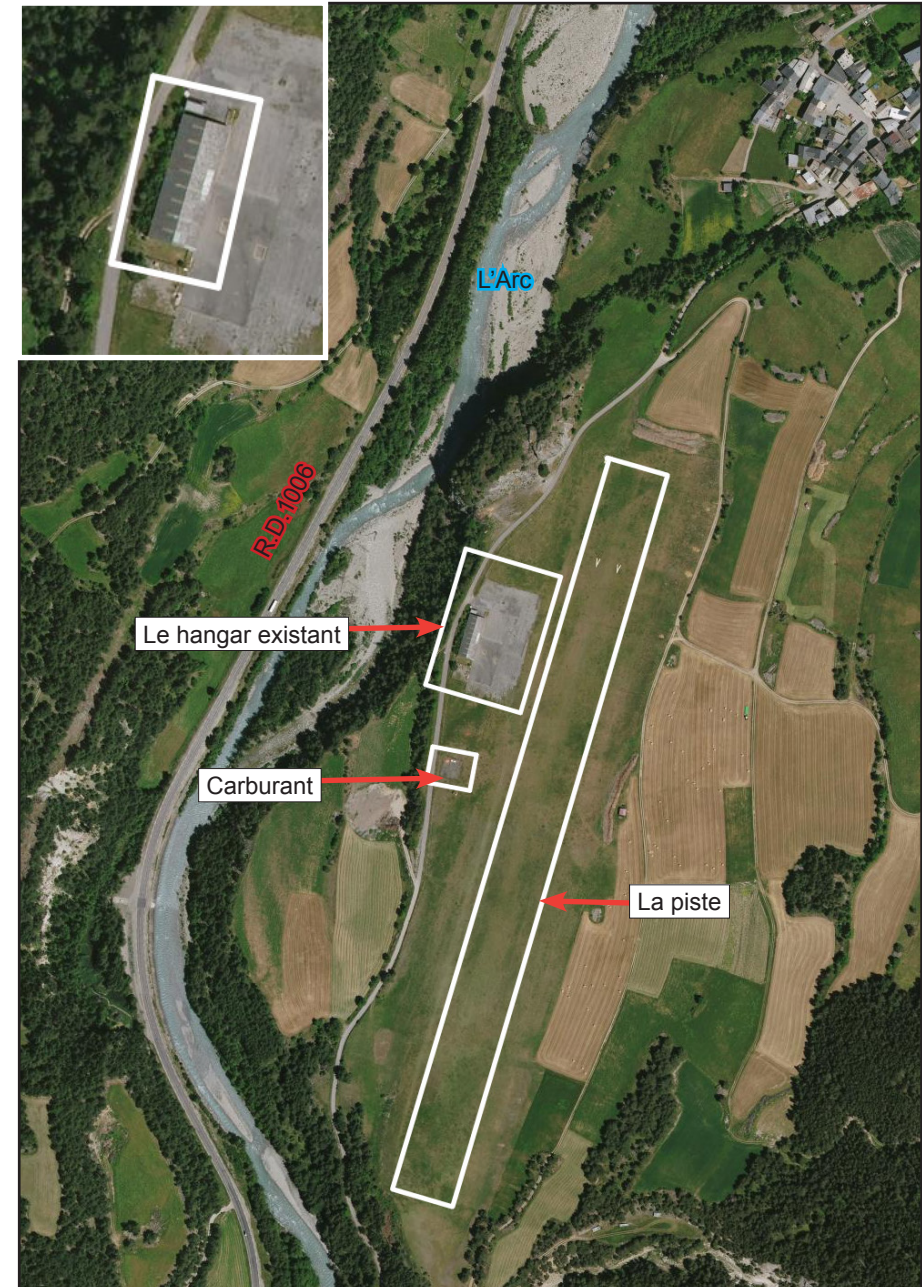
Un nouveau hangar dédié aux hélicoptères permettrait une plus grande disponibilité des aéronefs et des rotations plus courtes pour les décollages et atterrissages. L'activité économique liée à des héliportages pourrait ainsi se développer (et permettre la création d'environ deux emplois), mais aussi, avec une disponibilité accrue, renforcer son rôle de vecteur du développement économique local, dans une géographie de montagne et de haute montagne, où l'hélicoptère et son vol stationnaire sont indispensables pour un éventail très élargi d'activités et notamment :

- Le travail de construction et d'entretien du matériel de superstructure des remontées mécaniques (installation de pylônes, de télécabines)...implantés souvent dans des secteurs inaccessibles par un autre moyen de transport,
- le ravitaillement des restaurants d'altitude, des refuges, souvent inaccessibles ou très difficilement accessibles par des véhicules motorisés terrestres l'hiver,
- le déclenchement d'avalanches pour protéger les domaines skiables...

Par ailleurs, la présence à demeure d'un hélicoptère plus puissant sur le site permettrait de disposer d'un appareil en renfort de celui des secours lorsque celui du Peloton de Gendarmerie en Haute Montagne est déjà en intervention, pour renforcer la réactivité des secours en cas d'accident.

1/ Les aérodromes dits à usage restreint sont destinés à des activités qui, tout en répondant à des besoins collectifs, techniques ou commerciaux, sont soit limitées dans leur objet, soit réservées à certaines catégories d'aéronefs, soit exclusivement exercées par certaines personnes spécialement désignées à cet effet. Ces activités peuvent comprendre notamment :

- a) Le fonctionnement d'écoles de pilotage ou de centres d'entraînement aérien ;*
- b) Les essais d'appareils prototypes non munis de certificat de navigabilité ;*
- c) La desserte de centres d'entretien et de réparation de matériel aéronautique ;*
- d) Les opérations de travail aérien ;*
- e) Les vols de tourisme ;*
- f) Exceptionnellement des transports aériens commerciaux dans les conditions fixées par l'arrêté de création ou l'arrêté d'agrément.*





Le bâtiment existant est déjà occupé en grande partie par les aéronefs de l'aéroclub (avions, Ultra Légers Motorisés et hélicoptères privés) et ne peut donc pas dégager un volume suffisant pour abriter de nouveaux hélicoptères.

Compte-tenu de l'incapacité du hangar actuel à abriter de nouveaux hélicoptères, il est nécessaire de permettre la construction d'un nouveau bâtiment sur le site de l'aérodrome. Les prospectes doivent être adaptés à l'activité et notamment aux gabarits des aéronefs qui utiliseront le bâtiment :

- une emprise au sol d'environ 300 m²,
- une hauteur d'environ 7 m,
- des ouvertures des portes minimales de 8 m de large par 4,5 m de haut.

Pour le bon fonctionnement des installations, il est aussi nécessaire que le hangar demeure proche des bâtiments existants et de la pompe à essence. Ainsi, il est proposé d'installer le hangar sur l'emprise ci-contre :

Le terrain d'assiette du hangar projeté est très voisin de l'actuel. Il n'est pas accolé pour les besoins fonctionnels des activités et compte -tenu de la structure à ossature légère du hangar existant, qui ne permet pas techniquement cet accollement.

Le terrain support du projet est pour partie artificialisé et pour partie en pré.



DESCRIPTION DU SECTEUR ET DES GRANDS ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET AGRICOLES

Les ZNIEFF

L'aérodrome se situe à proximité de l'Arc et de sa ripisylve, en fond de vallon, au sein d'un ensemble essentiellement agricole (pâtures, prés de fauche). L'emprise de l'aérodrome elle-même peut être considérée comme agricole : les abords des pistes sont des pâturages et des prés de fauche. Seul un petit secteur (d'à peine plus d'un demi hectare) est artificialisé en comprenant le hangar actuel et son tarmac.

L'ensemble de l'emprise de l'aérodrome et bien plus largement, presque toute la Haute Maurienne sont classées en ZNIEFF* de type 2 (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique) et en ZICO (Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux), ce qui montre à la fois les richesses faunistiques et floristiques exceptionnelles de la Haute-Maurienne mais aussi le caractère «globalisant» de la ZNIEFF de type 2 et de la ZICO, qui masquent de fortes disparités entre par exemple, des pelouses sèches de grande valeur floristique et des espaces bâtis sans réel intérêt environnemental.

**Les Z.N.I.E.F.F. ont le caractère d'un inventaire scientifique, sans portée réglementaire directe. Toutefois, les intérêts scientifiques qu'elles recensent constituent des enjeux d'environnement de niveau supra communal qui doivent être pris en compte :*

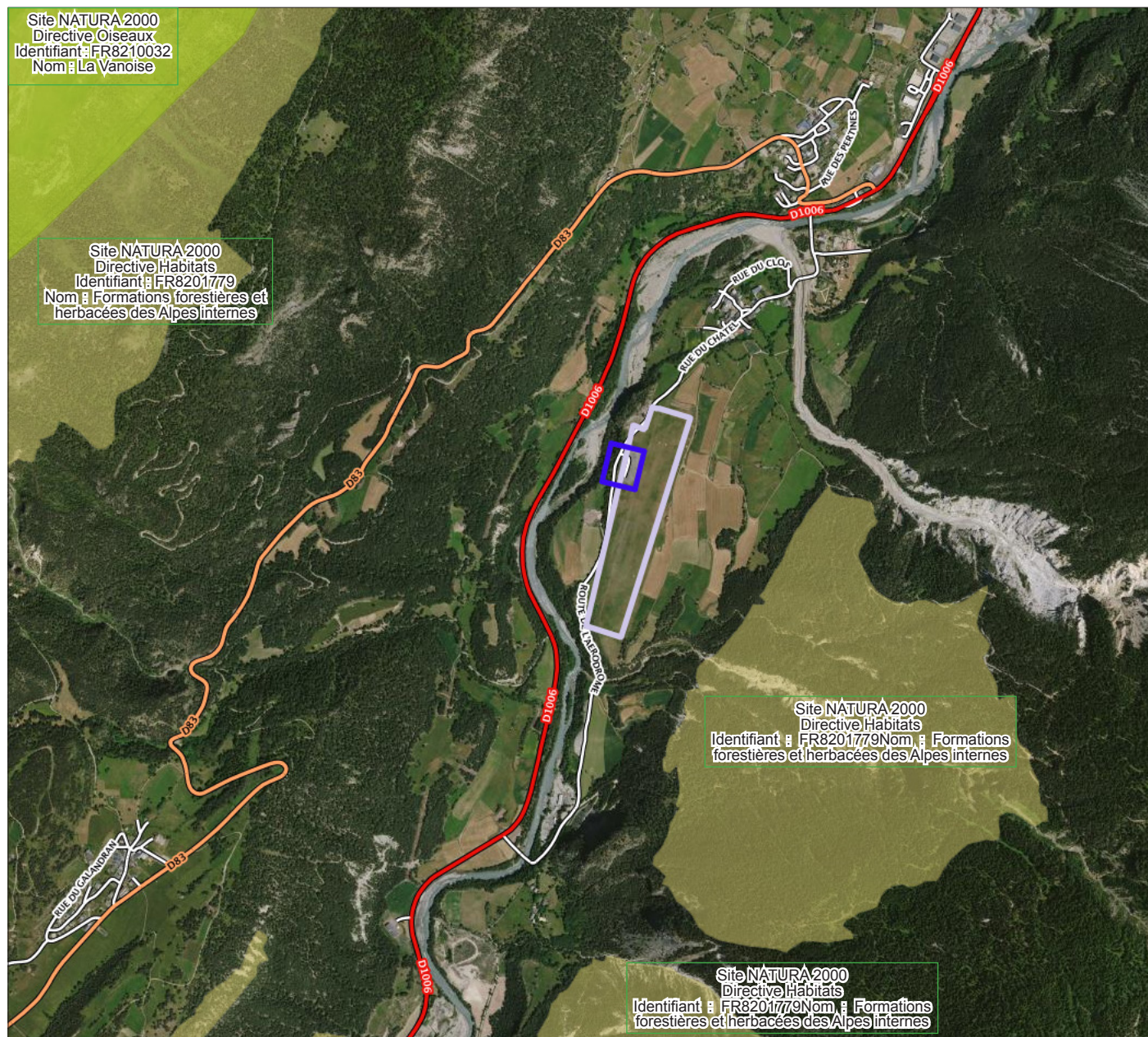
- Les Z.N.I.E.F.F. de type 1 sont des sites particuliers qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées. Elles correspondent à un enjeu de préservation des biotopes concernés.*
- Les Z.N.I.E.F.F. de type 2 correspondent à de vastes ensembles naturels dont les grands équilibres doivent être préservés.*



Les zones Natura 2000

Le secteur du projet est assez proche de plusieurs zones Natura 2000 (environ 550 m pour la plus proche) mais les milieux naturels relatifs à ces zones Natura 2000 (formations forestières et herbacées des Alpes internes) n'entretiennent pas de lien avec le site de l'aérodrome ni ne s'y retrouvent. Par ailleurs, le secteur d'implantation du hangar se situe pour partie sur le tarmac déjà artificialisé et pour partie sur un terrain en pré «banal».

Natura 2000 est un réseau de sites qui hébergent des espèces et des milieux naturels rares ou menacés à l'échelle européenne. L'engagement des Etats de l'Union Européenne est de préserver ce patrimoine écologique sur le long terme. Dans les zones Natura 2000 s'appliquent les principes d'inconstructibilité, de protection et de limitation au maximum des éventuels impacts directs ou indirects sur les écosystèmes de l'activité humaine et notamment de l'urbanisation.



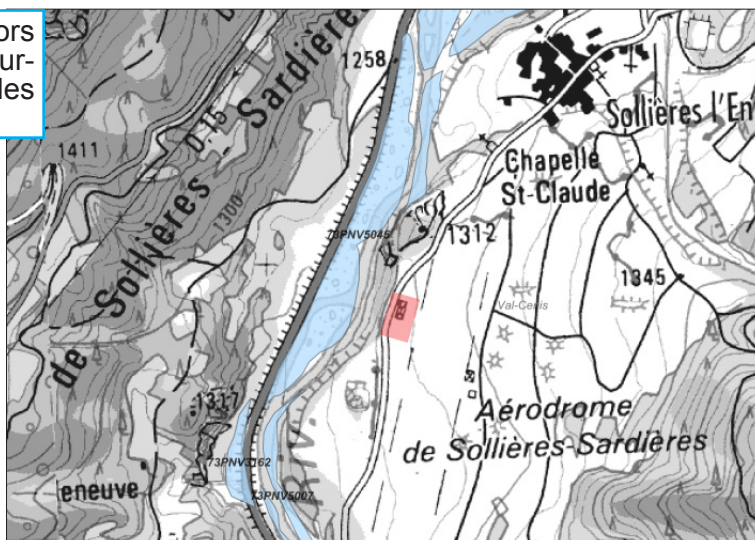
L'Arc et sa ripisylve

La ripisylve de l'Arc constitue un milieu naturel spécifique, qui se distingue de la forêt commune de pins sylvestre qui domine largement alentour. Cette forêt se compose d'essences hydrophiles diversifiées, qui peuvent notamment constituer des sites de nidification pour des oiseaux. Le morceau de ripisylve proche du projet en est toutefois séparé par le cours de l'Arc. Le site du hangar est voisin d'un massif de pins sylvestres, très communs et sans enjeux faunistiques ou floristiques marqués ici.

Le projet est voisin du corridor écologique formé par l'Arc et sa ripisylve. Il ne coupe toutefois aucune continuité Nord Sud (ces continuités se développant en rive droite de la rivière). En outre, le projet de hangar, situé dans le prolongement quasi immédiat du bâti existant, engagera peu de surfaces artificialisées nouvelles. L'incidence du projet de construction sur l'environnement est quasi nulle et sans impact sur l'Arc et sa ripisylve (comme sur leurs fonctions dans le réseau écologique local).

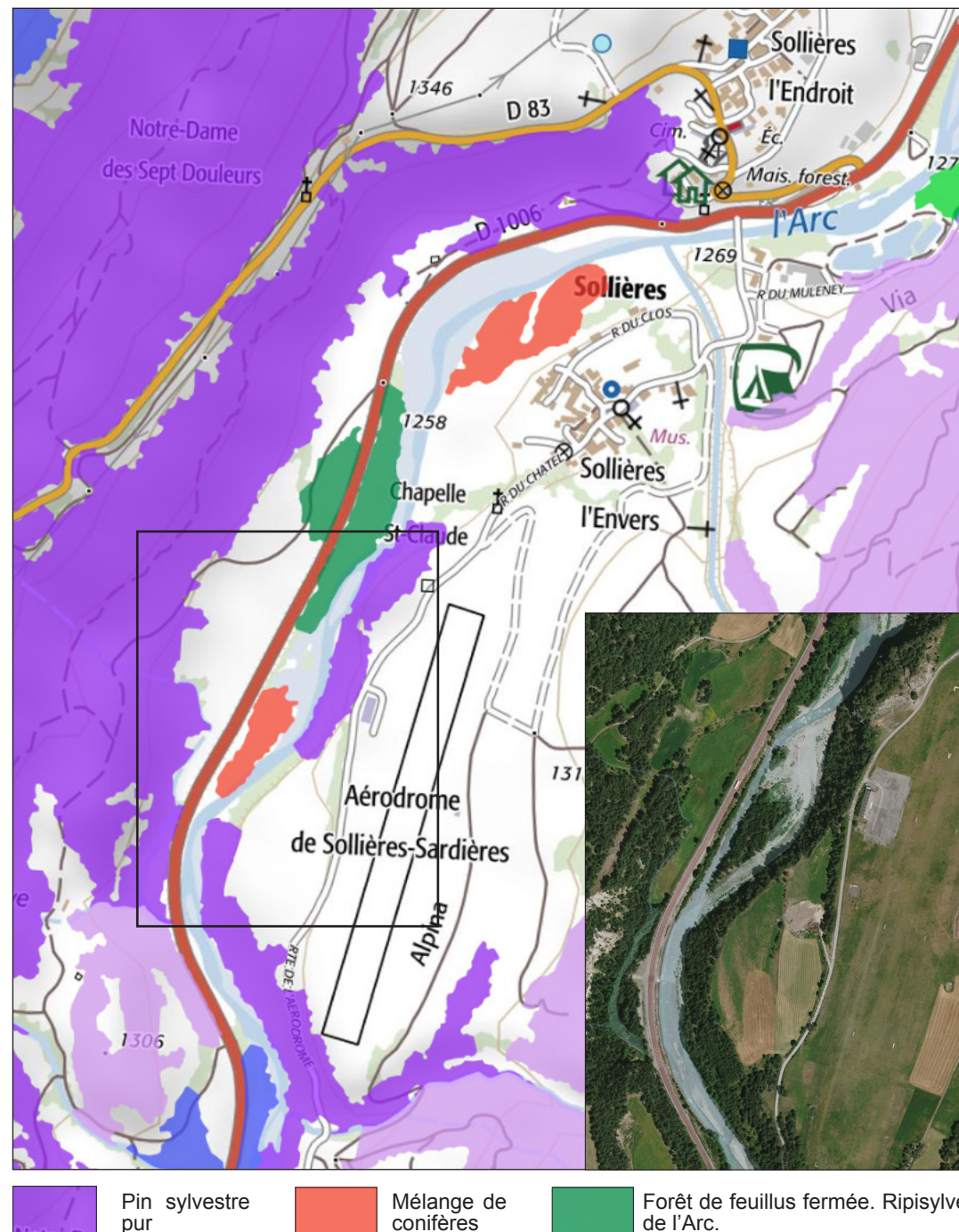
Les zones humides

Le projet se situe hors zone humide, en surplomb de l'Arc, sur des sols drainés.



Conclusions sur les incidences du projet sur l'environnement naturel et l'agriculture

Qu'il s'agisse des zones Natura 2000, des ZNIEFF, des corridors écologiques ou des zones humides, compte-tenu des prospectus du bâtiment projeté, de la localisation de la construction et de la nature des sols qui seront artificialisés, les incidences du projet ne seront pas significatives sur l'environnement naturel ou l'agriculture.



TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE

Principes

Le règlement graphique du PLU en vigueur classe en zone naturelle (N) l'emprise du hangar actuel et en zone N et A celle du hangar projeté et de son aire de fonctionnement. La zone N (logiquement car d'abord destinée à la protection des espaces naturels) est très restrictive en termes de construction et ne permet que :

- les constructions et installations liées aux services publics ou d'intérêt collectif et dont l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement.
- la restauration des bâtiments anciens agricoles pour leur intérêt patrimonial sous réserve de n'apporter aucune gêne au voisinage, de ne pas porter atteinte à la destination de la zone.
- les équipements pastoraux au titre des mesures prises pour la protection des troupeaux.

La zone A, également très restrictive n'autorise que :

- la restauration des bâtiments anciens agricoles repérés au plan de zonage pour leur intérêt patrimonial sous réserve de n'apporter aucune gêne au voisinage, de ne pas porter atteinte à la destination de la zone.
- les équipements pastoraux au titre des mesures prises pour la protection des troupeaux.

Zones A et N ne permettent donc pas l'implantation du hangar projeté. Elles ne sont pas non plus adaptées aux installations actuelles de l'aérodrome, qui ne constituent manifestement pas des espaces naturels ni agricoles.

Il est donc proposé, en application de l'article L151-13* du code de l'urbanisme, pour l'emprise des bâtiments actuels, du bâtiment projeté et leur aire de fonctionnement, la création aux règlements graphiques d'un Secteurs de Tailles et de Capacités d'Accueil Limitées (STECAL), dénommé «Naer» pour sa partie en zone N et «Aer» pour sa partie en zone A. Dans ce STECAL, seront autorisées les constructions et installations nécessaires au fonctionnement de l'aérodrome et aux activités qui lui sont directement inféodées. Cette option (création de STECAL) traduit bien «l'esprit» de la loi, dont l'objectif est de rendre possible un projet sans incidence sur les conditions d'occupation ou d'utilisation du sol alentour : le STECAL permettra de circonscrire à l'emprise de leur terrain d'assiette et à leur environnement immédiat l'application des nouvelles règles qui seront établies pour les bâtiments existants et celui projeté. Le règlement du STECAL établi «sur mesure», permettra la réalisation du bâtiment tel qu'il est projeté (sur la base du niveau d'avancement des études de conception au moment de la procédure de modification du P.L.U.) et l'aménagement du hangar existant.

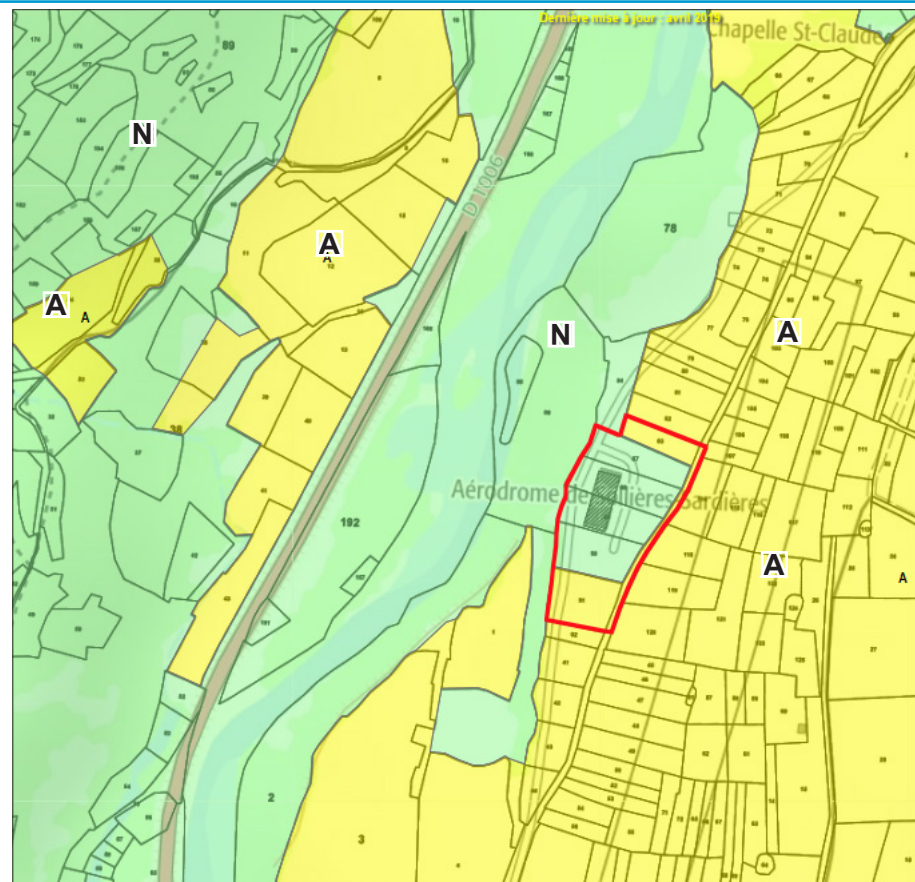
* Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :
1° Des constructions ;

[...]

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, [...] doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

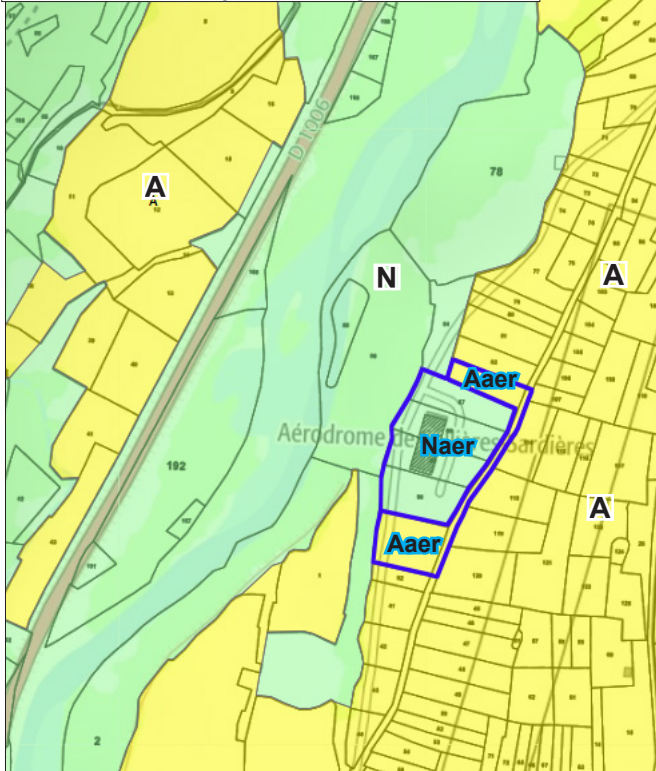


Dans le PLU en vigueur, les pistes de l'aérodrome sont classées en zone agricole. Ce classement est cohérent avec l'occupation des sols actuelle : les pistes sont en herbe et le foin fauché pour l'alimentation du bétail. Par contre, le hangar et le tarmac sont classés en zone naturelle et agricole. Ce classement ne correspond pas à la réalité de ces occupations du sol et le règlement associé à la zone N et celui associé à la zone A sont incompatibles avec toute évolution ou adaptation du bâtiment existant et avec toute construction d'un bâtiment nouveau.

TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE

Modification du règlement graphique

Un secteur Naer et un secteur Aaer sont créés. Leurs emprises englobent le tarmac, le hangar actuel et le terrain d'assiette du projet de hangar nouveau :



Le périmètre du STECAL confine le projet dans une emprise restreinte, sans enjeu agricole ou environnemental significatif, dans le respect des principes définis à l'article L153-31 du code de l'urbanisme (pas d'incidence paysagère, ni sur l'environnement naturel ou les espaces agricoles).

Modification du règlement écrit de la zone N

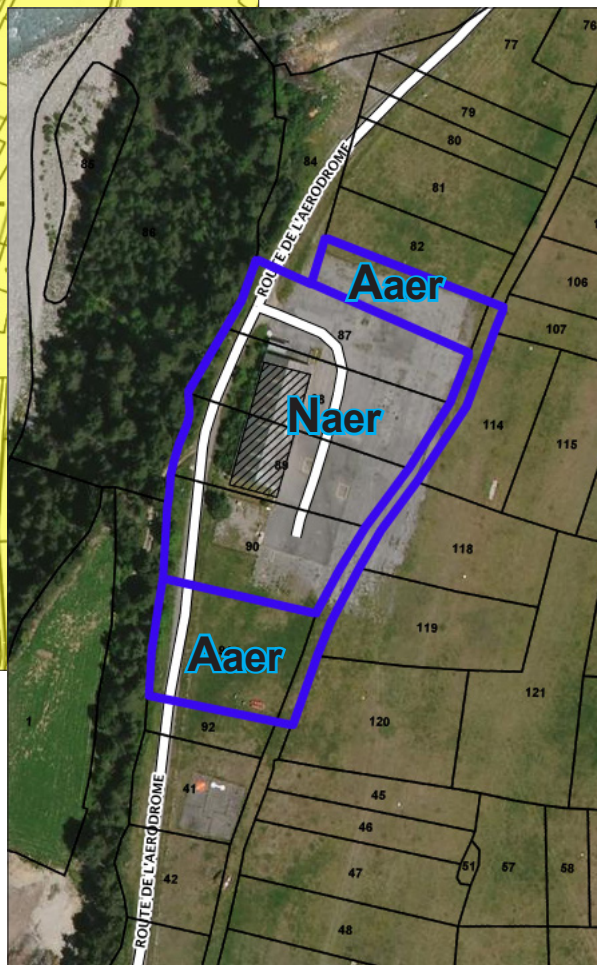
Dans l'entête de la zone N est rajouté la mention suivante : *on distingue le secteur Naer, Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées, qui correspond à une partie de l'emprise des bâtiments actuels ou projetés et à leurs aires de fonctionnement, nécessaires au fonctionnement de l'aérodrome et aux activités qui lui sont directement inféodées.*

Dans tous les titres des articles de la zone N, est rajouté le secteur Naer. Par ailleurs, sont intégrées des dispositions aux articles N2, N9, N11 destinées, dans l'emprise du STECAL, à permettre et à encadrer l'évolution du bâtiment existant ainsi que la création du hangar projeté.

Modification du règlement écrit de la zone A

Dans l'entête de la zone A est rajouté la mention suivante : *on distingue le secteur Aaer, Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées, qui correspond à une partie de l'emprise des bâtiments actuels ou projetés et à leurs aires de fonctionnement, nécessaires au fonctionnement de l'aérodrome et aux activités qui lui sont directement inféodées.*

Dans tous les titres des articles de la zone A, est rajouté le secteur Aaer. Par ailleurs, sont intégrées des dispositions aux articles A2, A9, A11 destinées, dans l'emprise du STECAL, à permettre et à encadrer l'évolution du bâtiment existant ainsi que la création du hangar projeté.



Modifications du règlement de la zone N

Rédaction actuelle de l'article N2

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

1 - La restauration des bâtiments anciens agricoles pour leur intérêt patrimonial sous réserve de n'apporter aucune gêne au voisinage, de ne pas porter atteinte à la destination de la zone.

2- Les équipements pastoraux au titre des mesures prises pour la protection des troupeaux.

3- Dans le secteur Nd, le stockage des matériaux sous réserve d'être compatible à terme avec la vocation de la zone.

4- Dans le secteur Nf, les installations et équipements liés aux activités touristiques de loisirs.

5- Dans le secteur Ns, les installations et équipements liés au domaine skiable.

6 - Dans le secteur Nu, la restauration, le changement de destination et l'extension mesurée des bâtiments anciens ainsi que la construction de garages et annexes liés et à proximité immédiate, sous réserve de, n'apporter aucune gêne au voisinage, de pas porter atteinte à la destination de la zone et d'être desservis.

7 - Dans le secteur de carrière repéré au plan de zonage, l'exploitation de matériaux sous réserve d'une réhabilitation des sites en fin d'extraction.

8 - Préservation des espaces ruraux :

Les constructions autorisées ne devront pas avoir de conséquences dommageables pour l'environnement ou conduire à la destruction d'espaces boisés et agricoles représentant une valeur économique ou écologique, ni représenter un risque de nuisances pour les ressources en eau.

Nouvelle rédaction de l'article N2

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

1 - La restauration des bâtiments anciens agricoles pour leur intérêt patrimonial sous réserve de n'apporter aucune gêne au voisinage, de ne pas porter atteinte à la destination de la zone.

2- Les équipements pastoraux au titre des mesures prises pour la protection des troupeaux.

3- Dans le secteur Nd, le stockage des matériaux sous réserve d'être compatible à terme avec la vocation de la zone.

4- Dans le secteur Nf, les installations et équipements liés aux activités touristiques de loisirs.

5- Dans le secteur Ns, les installations et équipements liés au domaine skiable.

6 - Dans le secteur Nu, la restauration, le changement de destination et l'extension mesurée des bâtiments anciens ainsi que la construction de garages et annexes liés et à proximité immédiate, sous réserve de, n'apporter aucune gêne au voisinage, de pas porter atteinte à la destination de la zone et d'être desservis.

7- Dans le secteur Naer, les constructions et installations nécessaires au fonctionnement de l'aérodrome et aux activités qui lui sont directement inféodées.

8 - Dans le secteur de carrière repéré au plan de zonage, l'exploitation de matériaux sous réserve d'une réhabilitation des sites en fin d'extraction.

9 - Préservation des espaces ruraux :

Les constructions autorisées ne devront pas avoir de conséquences dommageables pour l'environnement ou conduire à la destruction d'espaces boisés et agricoles représentant une valeur économique ou écologique, ni représenter un risque de nuisances pour les ressources en eau.

On a introduit ici le secteur Naer et défini la destination possible des bâtiments, pour à la fois :

- permettre la construction du hangar projeté (destiné à l'accueil d'hélicoptères) et l'aménagement et l'extension des bâtiments existants (hangar de l'aéroclub),
- tout en empêchant toute destination autre que celle portée par le projet.

Rédaction actuelle de l'article N9

Non réglementé.

Dans le STECAL, la densité doit être réglementée. Pour cela, est appliqué un Coefficient d'Emprise au Sol (CES). Le CES a été déterminé pour permettre la concrétisation du projet, avec cependant une marge supplémentaire, en prévision d'éventuels aménagements et extensions des bâtiments qui pourraient s'avérer nécessaires à un développement mesuré de ces activités. Cette marge n'est toutefois pas démesurée, pour éviter toute dérive et pour conserver la structure du paysage de proximité :

Surface du secteur NAer : 6500 m².

Emprise au sol du hangar existant : 700 m².

Emprise au sol approximative du projet de nouveau hangar : 300 m².

Le CES minimal théorique pour concrétiser le projet est donc d'environ 0,153 ((700+300)/6500).

Par souci de simplicité et en intégrant une marge pour d'éventuelles constructions à venir, le CES pour le secteur Naer a été fixé à 0,20, pour une emprise au sol maximale des constructions dans le secteur Naer de 1300 m².

Nouvelle rédaction de l'article N9

Zone N, secteurs Nd, Nf, Ni, Np, Ns, Nu : non réglementé.

Secteur Naer :

Le coefficient d'emprise au sol est défini ici comme la surface de la projection orthogonale au sol des constructions (dépassées de toitures exclues) divisée par la surface totale du secteur Naer.

Pour le secteur Naer, le coefficient d'emprise au sol maximal est fixé à 0,20.

La règle d'emprise au sol maximale des bâtiments au sein du STECAL et la définition du périmètre du STECAL lui-même participeront à l'insertion paysagère des bâtiments (en formant un groupe, sans effet de mitage) et à la forte limitation de l'incidence agricole et environnementale du projet, en le confinant dans une emprise restreinte, dans le respect des principes définis à l'article L153-31 du code de l'urbanisme.

Rédaction actuelle de l'article N11

Les divers modes d'occupation et d'utilisation du sol ne doivent pas, par leur implantation ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Les réhabilitations de bâtiments anciens, témoignages de l'architecture rurale traditionnelle, doivent être faites dans un souci de préservation du patrimoine : des modifications ayant pour but d'améliorer l'intégration de la construction à son environnement et son adaptation au terrain pourront être exigées pour l'obtention du permis de construire. Tout projet qui n'aboutirait pas à une bonne intégration pourra être refusé.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux bâtiments principaux et à leurs annexes fonctionnelles.

1 - Implantation

Les constructions, par leur composition et leur accès, doivent s'adapter au terrain naturel, sans modification importante des pentes de celui-ci. L'orientation du faîtage des constructions doit tenir compte de celle de la majorité des faîtages environnants.

2 - Aspect des façades

Sont interdits les imitations de matériaux, ainsi que l'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits, tels que parpaings de ciment, briques de montages, etc. Les maçonneries destinées à être enduites recevront, dans le cas de restaurations, un parement de type enduit écrasé ou brossé, à base de chaux aérienne ou de ciment artificiel avec incorporation de sable de carrière.

La superficie des bardages bois ne pourra représenter plus du tiers d'une façade de la construction.

Les teintes vives et le blanc pur sont interdits.

3 - Aspect des toitures

Les toitures à une seule pente et les toits plats sont interdits sauf pour les annexes accolées ne comportant pas plus d'un niveau. Les toitures doivent être à 2 pans. Les pentes de toiture doivent être comprises entre 35 et 45 %.

Les matériaux de couverture seront constitués de lauzes ou de matériaux dans une nuance s'harmonisant avec la lauze.

Dans la zone « Cœur du Parc de la Vanoise », les matériaux de couverture seront constitués de lauzes.

Les débords de toiture ne doivent pas être inférieurs à 0,50 mètre.

4- Clôtures

Les clôtures seront constituées de bois, grillage ou par des haies. Elles ne pourront pas excéder 1,20 m de hauteur et devront être compatibles avec le déneigement.

Nouvelle rédaction de l'article N11

Les divers modes d'occupation et d'utilisation du sol ne doivent pas, par leur implantation ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Les réhabilitations de bâtiments anciens, témoignages de l'architecture rurale traditionnelle, doivent être faites dans un souci de préservation du patrimoine : des modifications ayant pour but d'améliorer l'intégration de la construction à son environnement et son adaptation au terrain pourront être exigées pour l'obtention du permis de construire. Tout projet qui n'aboutirait pas à une bonne intégration pourra être refusé.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux bâtiments principaux et à leurs annexes fonctionnelles.

Clôtures

Les clôtures seront constituées de bois, grillage ou par des haies. Elles ne pourront pas excéder 1,20 m de hauteur et devront être compatibles avec le déneigement.

Zone N, secteurs Nd, Nf, Ni, Np, Ns, Nu :

Implantation

Les constructions, par leur composition et leur accès, doivent s'adapter au terrain naturel, sans modification importante des pentes de celui-ci. L'orientation du faîtage des constructions doit tenir compte de celle de la majorité des faîtages environnants.

Aspect des façades

Sont interdits les imitations de matériaux, ainsi que l'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits, tels que parpaings de ciment, briques de montages, etc. Les maçonneries destinées à être enduites recevront, dans le cas de restaurations, un parement de type enduit écrasé ou brossé, à base de chaux aérienne ou de ciment artificiel avec incorporation de sable de carrière.

La superficie des bardages bois ne pourra représenter plus du tiers d'une façade de la construction.

Les teintes vives et le blanc pur sont interdits.

Aspect des toitures

Les toitures à une seule pente et les toits plats sont interdits sauf pour les annexes accolées ne comportant pas plus d'un niveau. Les toitures doivent être à 2 pans. Les pentes de toiture doivent être comprises entre 35 et 45 %.

Les matériaux de couverture seront constitués de lauzes ou de matériaux dans une nuance s'harmonisant avec la lauze.

Dans la zone « Cœur du Parc de la Vanoise », les matériaux de couverture seront constitués de lauzes.

Les débords de toiture ne doivent pas être inférieurs à 0,50 mètre.

Les règles d'aspect extérieur des constructions proposées pour le secteur Naer traduisent le concept d'intégration paysagère dans le contexte rural, en favorisant l'utilisation de matériaux naturels, bruts, sans toutefois imposer des règles similaires à celles définies pour les zones d'habitat, pour des bâtiments dont les contraintes fonctionnelles pourraient mal s'accommoder de règles d'aspect extérieur trop strictes. Le projet promeut ainsi :

- la simplicité des formes, la sobriété des couleurs et la qualité des matériaux utilisés, vecteurs d'une meilleure intégration et d'une plus grande durabilité,
- des matériaux de construction qui confèrent une qualité esthétique discrète, simple, en harmonie : bardages bois, bardage métallique, verre...
- un choix de couleurs qui favorise les luminances faibles, (pas ou peu de couleurs vives, excepté pour valoriser l'architecture par des éléments de signalétique ou d'enseigne).

L'obligation de masquage des stockages, d'accompagnement de ceux qui ne peuvent être confinés à l'intérieur des bâtiments rejoint le souhait d'un traitement qualitatif des bâtiments de l'aérodrome. En accompagnement des efforts sur le traitement des bâtiments, il était impératif de gérer la question des stockages : quelques palettes ou bâches peuvent à eux seuls ruiner visuellement tous les efforts architecturaux et d'insertion paysagère.

Nouvelle rédaction de l'article N11 (suite)

Secteur Naer

Implantation

Les constructions, par leur composition et leur accès, doivent s'adapter au terrain naturel, sans modification importante des pentes de celui-ci. ~~L'orientation du faîtage des constructions doit tenir compte de celle de la majorité des faîtages environnants.~~

Aspect des façades :

Sont interdits les imitations de matériaux, ainsi que l'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits, tels que parpaings de ciment, briques de montages, etc...

Les façades seront :

- soit revêtues d'un enduit, le blanc pur, le gris ciment et les couleurs vives sont proscrits, sauf pour souligner des éléments architecturaux (encadrements d'ouvertures ou autres et traitement des éventuelles enseignes sur façade).
- Soit en pierres apparentes ou d'aspect similaire à la pierre, avec un montage en lits horizontaux inspirés des modes de construction locaux,
- soit en bardages d'aspect bois ou d'aspect métallique mat peint,
- les façades pourront aussi présenter un aspect végétalisées.
- les compositions de façades maçonneries / bardages bois / bardages métalliques / végétalisées sont autorisées.

Aspect des toitures

La couleur blanche et les matériaux brillants sont interdits. Les toits pourront aussi être végétalisées. L'implantation de panneaux solaires en toiture est autorisée.

Stockages

Les stockages devront se faire prioritairement à l'intérieur des bâtiments. Dans le cas de stockages extérieurs, ceux-ci devront être impérativement accompagnés architecturalement par un abri (pergola par exemple).

Les règles d'aspect extérieur des bâtiments participeront à l'insertion paysagère des constructions, dans le respect des principes définis à l'article L153-31 du code de l'urbanisme.

Modifications du règlement de la zone A

Rédaction actuelle de l'article A2

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

1 - La restauration des bâtiments anciens agricoles repérés au plan de zonage pour leur intérêt patrimonial sous réserve de n'apporter aucune gêne au voisinage, de ne pas porter atteinte à la destination de la zone.

2- Les équipements pastoraux au titre des mesures prises pour la protection des troupeaux.

3 - Dans le secteur Aa, les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, et à l'accueil de bétail, excluant les logements de fonction ou tout autre hébergement.

Les occupations respecteront les prescriptions particulières figurant à l'étude de risques naturels (document 1.2)

4- Dans le secteur As, les installations et équipements liés au domaine skiable.

5 - Préservation des espaces ruraux : les constructions autorisées ne devront pas avoir de conséquences dommageables pour l'environnement ou conduire à la destruction d'espaces boisés et agricoles représentant une valeur économique ou écologique, ni représenter un risque de nuisances pour les ressources en eau.

Nouvelle rédaction de l'article A2

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

1 - La restauration des bâtiments anciens agricoles repérés au plan de zonage pour leur intérêt patrimonial sous réserve de n'apporter aucune gêne au voisinage, de ne pas porter atteinte à la destination de la zone.

2- Les équipements pastoraux au titre des mesures prises pour la protection des troupeaux.

3 - Dans le secteur Aa, les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, et à l'accueil de bétail, excluant les logements de fonction ou tout autre hébergement.

Les occupations respecteront les prescriptions particulières figurant à l'étude de risques naturels (document 1.2)

4- Dans le secteur As, les installations et équipements liés au domaine skiable.

5 - Préservation des espaces ruraux : les constructions autorisées ne devront pas avoir de conséquences dommageables pour l'environnement ou conduire à la destruction d'espaces boisés et agricoles représentant une valeur économique ou écologique, ni représenter un risque de nuisances pour les ressources en eau.

6 - Dans le secteur Aaer, les constructions et installations nécessaires au fonctionnement de l'aérodrome et aux activités qui lui sont directement inféodées.

On a introduit ici le secteur Aaer et défini la destination possible des bâtiments, pour à la fois :

- permettre la construction du hangar projeté (destiné à l'accueil d'hélicoptères) et l'aménagement et l'extension des bâtiments existants (hangar de l'aéroclub),
- tout en empêchant toute destination autre que celle portée par le projet.

Rédaction actuelle de l'article A9

Non réglementé.

Le hangar sera réalisé dans le secteur Naer, dès lors, il n'est prévu en Aaer (qui pourra accueillir installations secondaires liées au fonctionnement de l'aérodrome). Dès lors, il est proposé de permettre des constructions pour une emprise au sol d'une centaine de mètres carrés au total.

Surface du secteur Aaer : 3200 m².

Emprise au sol bâtiments existants : 0 m².

Emprise au sol proposée pour permettre la création d'éventuels équipements annexes au nouveau hangar : 100 m².

Le CES minimal théorique pour concrétiser le projet est donc d'environ 0,03 (100/3200).

Par souci de simplicité le CES pour le secteur Aaer a été fixé à 0,03, pour une emprise au sol maximale des constructions dans le secteur Aaer de 100 m² environ.

Nouvelle rédaction de l'article A9

Zone A, secteurs Aa, As : non réglementé.

Secteur Aaer :

Le coefficient d'emprise au sol est défini ici comme la surface de la projection orthogonale au sol des constructions (dépassées de toitures exclues) divisée par la surface totale du secteur Aer.

Pour le secteur Aaer, le coefficient d'emprise au sol maximal est fixé à 0,03.

La règle d'emprise au sol maximale des bâtiments au sein du STECAL et la définition du périmètre du STECAL lui-même participeront à l'insertion paysagère des bâtiments (en formant un groupe, sans effet de mitage) et à la forte limitation de l'incidence agricole et environnementale du projet, en le confinant dans une emprise restreinte, dans le respect des principes définis à l'article L153-31 du code de l'urbanisme.

Rédaction actuelle de l'article A11

Les divers modes d'occupation et d'utilisation du sol ne doivent pas, par leur implantation ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Les réhabilitations de bâtiments anciens, témoignages de l'architecture rurale traditionnelle, doivent être faites dans un souci de préservation du patrimoine : des modifications ayant pour but d'améliorer l'intégration de la construction à son environnement et son adaptation au terrain pourront être exigées pour l'obtention du permis de construire. Tout projet qui n'aboutirait pas à une bonne intégration pourra être refusé.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux bâtiments principaux et à leurs annexes fonctionnelles.

1 - Implantation

Les constructions, par leur composition et leur accès, doivent s'adapter au terrain naturel, sans modification importante des pentes de celui-ci.

L'orientation du faîtage des constructions doit tenir compte de celle de la majorité des faîtages environnants.

2 - Aspect des façades

Pour les logements de fonction :

Sont interdits les imitations de matériaux, ainsi que l'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits, tels que parpaings de ciment, briques de montages, etc ...

Les maçonneries destinées à être enduites recevront, dans le cas de restaurations, un parement de type enduit écrasé ou brossé, à base de chaux aérienne ou de ciment artificiel avec incorporation de sable de carrière.

La superficie des bardages bois ne pourra représenter plus du tiers d'une façade de la construction.

Les teintes vives et le blanc pur sont interdits.

3 - Aspect des toitures

Les toitures à une seule pente et les toits plats sont interdits sauf pour les annexes accolées ne comportant pas plus d'un niveau. Les toitures doivent être à 2 pans.

Les pentes de toiture doivent être comprises entre 35 et 45%.

Les matériaux de couverture seront constitués de lauzes ou de matériaux dans une nuance s'harmonisant avec la lauze. Dans la zone « Cœur du Parc de la Vanoise », les matériaux de couverture seront constitués de lauzes.

Les débords de toiture ne doivent pas être inférieurs à 0,50 mètre.

Pour les bâtiments d'exploitation:

Des pentes de toiture et des matériaux différents sont autorisés.

Nouvelle rédaction de l'article A11

Les divers modes d'occupation et d'utilisation du sol ne doivent pas, par leur implantation ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Les réhabilitations de bâtiments anciens, témoignages de l'architecture rurale traditionnelle, doivent être faites dans un souci de préservation du patrimoine : des modifications ayant pour but d'améliorer l'intégration de la construction à son environnement et son adaptation au terrain pourront être exigées pour l'obtention du permis de construire. Tout projet qui n'aboutirait pas à une bonne intégration pourra être refusé.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux bâtiments principaux et à leurs annexes fonctionnelles.

Clôtures

Dans le périmètre de la ZAC de Sollières-Endroit, les clôtures ne sont pas souhaitées. Cependant, pourront être tolérées les clôtures constituées d'un muret d'une hauteur maximum de 0,50 m pouvant être surmontées d'un grillage fin. Elles ne pourront pas excéder 1,20 m de hauteur et devront être compatibles avec le déneigement. En dehors de la ZAC de Sollières-Endroit, les clôtures seront constituées de bois, grillage ou par des haies. Elles ne pourront pas excéder 1,20 m de hauteur et devront être compatibles avec le déneigement.

Zone A, secteurs Aa, As :

1 - Implantation

Les constructions, par leur composition et leur accès, doivent s'adapter au terrain naturel, sans modification importante des pentes de celui-ci.

L'orientation du faîtage des constructions doit tenir compte de celle de la majorité des faîtages environnants.

2 - Aspect des façades

Pour les logements de fonction :

Sont interdits les imitations de matériaux, ainsi que l'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits, tels que parpaings de ciment, briques de montages, etc ...

Les maçonneries destinées à être enduites recevront, dans le cas de restaurations, un parement de type enduit écrasé ou brossé, à base de chaux aérienne ou de ciment artificiel avec incorporation de sable de carrière.

La superficie des bardages bois ne pourra représenter plus du tiers d'une façade de la construction.

Les teintes vives et le blanc pur sont interdits.

3 - Aspect des toitures

Les toitures à une seule pente et les toits plats sont interdits sauf pour les annexes accolées ne comportant pas plus d'un niveau. Les toitures doivent être à 2 pans.

Les pentes de toiture doivent être comprises entre 35 et 45%.

Les matériaux de couverture seront constitués de lauzes ou de matériaux dans une nuance s'harmonisant avec la lauze. Dans la zone « Cœur du Parc de la Vanoise », les matériaux de couverture seront constitués de lauzes.

Les débords de toiture ne doivent pas être inférieurs à 0,50 mètre.

Pour les bâtiments d'exploitation:

Des pentes de toiture et des matériaux différents sont autorisés.

Les règles d'aspect extérieur des constructions proposées pour le secteur Aaer traduisent le concept d'intégration paysagère dans le contexte rural, en favorisant l'utilisation de matériaux naturels, bruts, sans toutefois imposer des règles similaires à celles définies pour les zones d'habitat, pour des bâtiments dont les contraintes fonctionnelles pourraient mal s'accommoder de règles d'aspect extérieur trop strictes. Le projet promeut ainsi :

- la simplicité des formes, la sobriété des couleurs et la qualité des matériaux utilisés, vecteurs d'une meilleure intégration et d'une plus grande durabilité,
- des matériaux de construction qui confèrent une qualité esthétique discrète, simple, en harmonie : bardages bois, bardage métallique, verre...
- un choix de couleurs qui favorise les luminances faibles, (pas ou peu de couleurs vives, excepté pour valoriser l'architecture par des éléments de signalétique ou d'enseigne).

L'obligation de masquage des stockages, d'accompagnement de ceux qui ne peuvent être confinés à l'intérieur des bâtiments rejoint le souhait d'un traitement qualitatif des bâtiments de l'aérodrome. En accompagnement des efforts sur le traitement des bâtiments, il était impératif de gérer la question des stockages : quelques palettes ou bâches peuvent à eux seuls ruiner visuellement tous les efforts architecturaux et d'insertion paysagère.

Secteur Aaer

Implantation

Les constructions, par leur composition et leur accès, doivent s'adapter au terrain naturel, sans modification importante des pentes de celui-ci.

Aspect des façades :

Sont interdits les imitations de matériaux, ainsi que l'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits, tels que parpaings de ciment, briques de montages, etc...

Les façades seront :

- soit revêtues d'un enduit, le blanc pur, le gris ciment et les couleurs vives sont proscrits, sauf pour souligner des éléments architecturaux (encadrements d'ouvertures ou autres et traitement des éventuelles enseignes sur façade).
- Soit en pierres apparentes ou d'aspect similaire à la pierre, avec un montage en lits horizontaux inspirés des modes de construction locaux,
- soit en bardages d'aspect bois ou d'aspect métallique mat peint,
- les façades pourront aussi présenter un aspect végétalisées.
- les compositions de façades maçonnées / bardages bois / bardages métalliques / végétalisées sont autorisées.

Aspect des toitures

La couleur blanche et les matériaux brillants sont interdits. Les toits pourront aussi être végétalisées. L'implantation de panneaux solaires en toiture est autorisée.

Stockages

Les stockages devront se faire prioritairement à l'intérieur des bâtiments. Dans le cas de stockages extérieurs, ceux-ci devront être impérativement accompagnés architecturalement par un abri (pergola par exemple).

Les règles d'aspect extérieur des bâtiments participeront à l'insertion paysagère des constructions, dans le respect des principes définis à l'article L153-31 du code de l'urbanisme.